

## Se donner un nouveau cap. Rapport annuel sur l'état de la France en 2020

### Déclaration du groupe CGT-FO

La crise sanitaire a révélé des fragilités structurelles préexistantes. Montée des inégalités sociales et territoriales, précarisation croissante de l'emploi, fiscalité de moins en moins juste, répartition inégale des richesses, mal logement, service public sacrifié à l'austérité budgétaire, délocalisation de productions stratégiques, dégradation de notre système de soins sont autant de vulnérabilités que cet avis pointe objectivement. Il rappelle l'érosion de la cohésion sociale et les nombreux conflits sociaux mais aussi le dévouement et l'engagement des personnels soignants et d'autres professions jusque - là invisibles et dont la crise a souligné le caractère indispensable.

La deuxième partie de l'avis appelle à un projet collectif et analyse avec acuité les écueils à surmonter dont les dangers d'une austérité récessive et la charge de la dette. Un encadré très pédagogique liste les options possibles et conclue sur la recommandation, partagée par FO, d'une monétisation de la dette. Notre groupe soutient en outre de nombreuses préconisations : orientation économique vers des investissements productifs, créateurs d'emplois et favorisant la transition écologique, planification stratégique, relocalisation de productions, fiscalité plus progressive, plus grande mise à contribution des entreprises mondialisées, sécurisation de l'emploi par des formations qualifiantes et de reconversion, indemnisation des chômeurs à un niveau décent et donc ajournement de la réforme de l'assurance chômage, revalorisation financière des métiers dont la crise a démontré l'utilité, promotion des circuits courts ou encore soutien nécessaire aux populations les plus fragiles dont les ultra marins et les jeunes. Le chapitre consacré aux jeunes et les pistes qu'il propose rencontre pour partie l'assentiment du groupe FO qui ne peut toutefois se satisfaire du seul Revenu minimum social garanti (RMSG) pour ceux qui ne parviendraient pas à s'insérer dans un emploi durable. Notre groupe salue enfin la recommandation selon laquelle aucune accoutumance à la restriction des libertés publiques ne doit découler de cette crise.

Plus circonspect sur les préconisations relatives à plus de décentralisation, le groupe FO rappelle les coups de rabots budgétaires successifs découlant des politiques de réforme de l'État : RGPP, MAP et enfin CAP 2022. Dans une vision à très court terme, l'État a, en abandonnant des pans entiers de territoires, organisé ses propres fragilités que la crise a amplifiées, faisant ainsi apparaître l'échelon décentralisé comme la solution. Partisan d'un renforcement des moyens des services déconcentrés de l'État dans les territoires pour mieux accompagner les collectivités locales et la population, le groupe FO invite en revanche à considérer avec prudence l'enthousiasme du moment pour plus de décentralisation et de différenciation. L'État doit conserver la maîtrise des missions garantissant l'égalité républicaine : accès au service public de la santé, de l'éducation, des transports et de l'éducation, fiscalité, contrôle et paiement de la commande publique, notamment.

Ces quelques réserves n'entachent pas une analyse dont nous saluons la prise de hauteur. Équilibré sur les trois piliers du CESE, ni complaisant ni larmoyant, ce rapport donne de l'espoir à condition de parvenir enfin à penser le long terme. Le groupe FO a voté en faveur de cet avis.